

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 2 juin 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DMC SAS

13 RUE DE PFASTATT
BP 2479
68200 Dornach

Références : 0006700452_2026_05_26_DMC_VISuiEch
Code AIOT : 0006700452

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/05/2026 dans l'établissement DMC SAS implanté 13, rue de Pfastatt BP 2479 68050 Mulhouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le suivi des suites de l'inspection du 18 septembre 2025, ayant donné lieu à un arrêté portant mise en demeure du 28 octobre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DMC SAS
- 13, rue de Pfastatt BP 2479 68050 Mulhouse
- Code AIOT : 0006700452
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'entreprise DMC SAS est spécialisée dans le secteur d'activité de la préparation de fibres textiles et de filatures.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie
- Rejets atmosphériques

Référentiels utilisés :

- Arrêté Préfectoral n°2014023-0010 du 23 janvier 2014 portant prescriptions complémentaires (arrêté codificatif) à la Société DMC SAS pour son site du 13 rue de Pfastatt à Mulhouse
- Arrêté du 12 février 2026 portant prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise des rejets dans les milieux imposées à la société DMC pour son site situé sur la commune de Mulhouse
- Arrêté Préfectoral du 28 octobre 2025 portant mise en demeure à la société DMC de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à Mulhouse
- Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de recalage	Arrêté de Mise en Demeure du 28/10/2025, article 2	Levée de mise en demeure
2	Rejets d'eaux de voiries	Arrêté Préfectoral du 12/02/2026, article 3	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I - point 6.2.4	Sans objet
4	Ressources en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 7.6.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est conformé à la mise en demeure portant sur le contrôle de recalage (rejets aqueux). Les trois autres points de contrôle n'appellent pas d'observations de la part de l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté de Mise en Demeure du 28/10/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : <i>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :</i> <i>" III. [...] S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les</i>

deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. "

Constats :

Pour rappel, lors de l'Inspection du 18 septembre 2025, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter un contrôle de recalage tel que demandé à l'article 58-III susmentionné.

L'exploitant a été mis en demeure par arrêté du 28 octobre 2025 de respecter cet article dans un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté le 29 octobre 2025.

Il est constaté que l'exploitant a réalisé un contrôle de recalage du 26 au 27 novembre 2025 (échantillon de 24h), par un organisme accrédité pour le prélèvement et sous-traitant à un laboratoire agréé pour l'analyse des paramètres de son arrêté préfectoral du 23 janvier 2014, arrêté en vigueur en ce qui concerne les rejets aqueux au moment de la réalisation de ce contrôle.

Il est constaté que les écarts relevés se situent dans l'écart maximum toléré indiqué par l'organisme extérieur et qu'aucune action n'a été en conséquence entreprise par l'exploitant.

Cela n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Rejets d'eaux de voiries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2026, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux de voiries

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Rejet SUD eaux de ruissellement parking: N°2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5).

Paramètre	Concentration moyenne	Fréquence
DCOeb (sur effluents brut non décanté)	2000	Annuelle
MEST	600	

Hydrocarbures totaux	10	
pH	Entre 5,5 et 8,5	
Température	< 30°C	

Le contrôle des eaux pluviales issues du ruissellement sur le parking partie sud, pourra se faire sur un échantillon moyen en sortie des trois séparateurs d'hydrocarbures. En cas de dépassement, charge à l'exploitant de renouveler et de détailler les analyses afin de déterminer l'origine de la pollution.
[...]

Constats :

Il est constaté que l'exploitant a réalisé les deux derniers contrôles de rejets des eaux pluviales à une fréquence annuelle (12 décembre 2024 et 10 décembre 2025).
Les résultats ne montrent pas de dépassements des valeurs limites d'émission.
Cela n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2 - Annexe I - point 6.2.4					
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques					
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et : - de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW déclarées avant le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2025 ; [...]</p>					
	Puissance P (MW)	SO2 (mg/Nm3)	NOx (mg/Nm3)	Poussières (mg/Nm3)	CO (mg/Nm3)
		[...]			
Gaz naturel, biométhane	5 < P <10	-	100	-	100
		[...]			
<p>[...]</p> <p>6.3. Mesure périodique de la pollution rejetée</p> <p>I. - L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O2, SO2, poussières, NOx et CO</p>					

dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes. Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Constats :

La chaudière de l'établissement fonctionne au gaz naturel et est de puissance 8,1MW. L'installation a été installée en 1995 et déclarée avant le 1^{er} janvier 2014.

Il est constaté que l'exploitant a réalisé un contrôle par un organisme accrédité le 13 janvier 2025.

Le rapport indique les résultats suivants, inférieurs aux valeurs limites d'émission susmentionnées :

- 0 mg/Nm³ pour le paramètre CO ;
- 76 mg/Nm³ pour le paramètre NOx.

Cela n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Ressources en eau et en mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 7.6.5

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et en mousse

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose a minima de :

[...]

- De poteaux incendie munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours, permettant de délivrer un débit de 300 m³/h pendant deux heures. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ; Le débit minimal de chaque poteau devra atteindre 40m³/h pendant 2 heures ;

[...]

Constats :

L'exploitant a déposé un porter à connaissance le 25 avril 2025 afin de supprimer un poteau incendie, figurant sur le plan des poteaux incendie (annexe 5 de son arrêté du 23 janvier 2014 susmentionné).

L'exploitant, dispose, après suppression de ce poteau incendie, de trois poteaux incendie présents sur site, délivrant chacun 110m³/h pendant 2 heures (contrôle du 5 février 2025).

Par courriel du 27 mai 2026, l'exploitant a justifié, rapport à l'appui, que le contrôle avait été effectué en simultané pour les trois poteaux incendies.

L'exploitant justifie du respect de la prescription de son arrêté préfectoral sans faire appel au quatrième poteau qu'il indique supprimer dans son porter à connaissance.

Au titre de ce porter à connaissance, il est constaté que la modification n'est pas de nature à constituer une extension au titre du R. 181-46-I 1^{er}, d'atteindre des seuils quantitatifs au titre du R. 181-46-I 2 ou de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs, au titre du R. 181-46-I 3, pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La modification est considérée comme non

substantielle. La modification projetée n'est pas non plus soumise à l'une des catégories de l'annexe à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement concernant les examens aux cas par cas ou évaluation environnementale systématique.

Demande à formuler à l'exploitant : Si les activités de l'exploitant ont évolué depuis 2014 et induisent une modification des besoins en eau, l'exploitant transmettra à M. le Préfet un rapport à porter à connaissance, sur la base d'un calcul argumenté (de type D9 par exemple).

Type de suites proposées : Sans suites